

## LETTRE D'ALLEMAGNE

Berlin, 10 octobre.

Le congrès imposant de Hambourg marque une évolution du socialisme, qui se rattache, d'une part, au développement des conceptions impérialistes de la politique intérieure, et, de l'autre, aux transformations intellectuelles auxquelles il est en proie depuis plusieurs années.

C'est donc un double progrès. Au printemps, j'ai noté ici même les dissensions intestines du parti socialiste sur le système scientifique du collectivisme. Pendant que M. Liebknecht conservait dans leur intégralité les dogmes du marxisme sur le caractère intrinsèquement et absolument nocif de l'actuelle organisation sociale, des jeunes, parmi lesquels le docteur Schoenlang, de Leipzig, tient le premier rang, ont relevé, au contraire, la possibilité des réformes dans le cadre de notre état social présent, et le fait des améliorations positives dans le sort matériel de l'ouvrier. C'était là un coup de pioche redoutable dans l'édifice scientifique du socialisme, car c'était l'affirmation de la vulnérabilité et du caractère contingent du dogme marxiste. Au point de vue historique et intellectuel, les jeunes avaient parfaitement compris que maintenir le dogme absolu du fondateur sur le développement économique de la société envisagé comme seul propulseur de la civilisation, exposait le « quatrième Etat » à de profondes déconvenues. Ils sentaient aussi que garder l'intransigence de cette théorie, c'était prêter le flanc à une objection, à laquelle il serait impossible d'opposer une réponse triomphante : à savoir du moment que la société est conduite par une série de transformations graduelles et qu'elle subit la loi régaliennne de l'éternel *in fieri*, comment le socialisme peut-il proposer un système ferme, absolu, incorruptible, comme l'idéal de l'humanité

le postulat d'une science sociale sérieuse ? N'y avait-il pas une antinomie flagrante entre le dogme scientifique et la doctrine historique.

Ce processus intérieur du socialisme s'imposait. La théorie marxiste n'était que la traduction socialisme de l'hégélianisme, comme les doctrines de Mommsen et la *Vie de Jésus*, de Strauss n'en avaient été que l'expression historique et critico-religieuse. Or Hegel n'est plus le dieu qu'on adore à genoux, ce n'est plus le prophète, le prêtre du temple, il est tombé au rang d'un témoin d'un mouvement intellectuel. Son système a été remis dans le Panthéon poussiéreux des contingences intellectuelles, Personne n'est plus hégélien en deçà du Rhin, et le majestueux *Herr Professor* regarde avec dédain les imitations et les plagiaires de Naples, Rome, Paris et Madrid. L'hégélianisme n'est plus qu'une méthode, une escrime intellectuelle à l'usage des « races inférieures ».

Le congrès de Hambourg a rompu avec le dogme : le socialisme allemand n'est plus une philosophie, un Evangile ; c'est dorénavant un redoutable parti social et politique. La crise intérieure a incontestablement exercé une influence profonde sur cette évolution. Au moment où le *Kaiser* et ses Pères Joseph essaient de galvaniser le système des pouvoirs d'exception contre le socialisme, le parti du « quatrième Etat », change de peau, sans renoncer à ses *desirata* économiques ; il s'affirme comme un groupe politique qui, au soleil de la liberté, a le droit de prendre part à la lutte tumultueuse pour la vie. D'une main, il arrache au Gouvernement les motifs de sévir ; de l'autre, il prépare un sympathique terrain électoral.

M. Bebel a nettement caractérisé cette nouvelle tactique pour les élections du *Reichstag* : affirmer la lutte ouverte contre le retour offensif de l'absolutisme impérialiste ; marcher la main dans la

avec tous les partis qui combattraient la réaction : telle est la formule. A quelque parti que l'on appartienne, il faut convenir que c'est là un coup de maître. Les efforts du *Kaiser* et du *Junkerthum* si impopulaire pour arrêter le cours de la démocratie ont irrité le *Michel* allemand des bords de la Sprée aux rives de la *Blaue Donau*.

Il y a eu comme un plébiscite national contre les attentats d'en haut contre le *Reichstag*, la Constitution et la liberté civile. Rappelez-vous le discours de M. Richter et les avertissements du sagace professeur Reinhold, condamnant, le premier, avec une virulence, qui est restée sans réponse, les idées du *Kaiser* ; la science insistant sur l'unanimité, dans l'irritation et l'inquiétude.

Or, en se présentant comme le défenseur de la Constitution et de la liberté, le socialisme se rend sympathique à des groupes, qui répugnaient jusqu'ici aux intransigences du système collectiviste et révolutionnaire. Pour les mêmes raisons de haute stratégie, le Congrès de Hambourg s'est placé sur le terrain national. Il a jeté par dessus bord le lest du marxisme cosmopolite. Il a affirmé son dévouement à la patrie, son titre de Germain fort et conquérant. C'est que le socialisme allemand sent la nécessité de transformer son outillage ; il se renouvelle au contact des réalités du milieu et de l'histoire. Allez le long du Rhin, visitez cette Babel de Berlin, qui est comme l'apothéose brutale de la période prussienne et de la grandeur nationale ; regardez les monuments, les villes neuves, à Cologne, à Mayence, à Francfort, etc., étudiez toutes ces notations de la nouvelle âme allemande, et vous toucherez du doigt le chauvinisme jaillissant du pays. Il ne faudrait pas croire, sans doute, que le jeune empire a trouvé sa formule, ou que tout est sérieux, de bon aloi, et plein d'avenir dans cette fastueuse ostentation ; au contraire. Mais le socialisme fait œuvre de sagacité

vraiment gouvernementale, il entre dans la tradition de véritables hommes d'Etat, en adaptant son système et sa méthode à d'irrésistibles courants d'opinion. Le Germain est fier de ce qu'il est : n'y touchons pas. Par ce renouvellement de stratégie, le socialisme rusé et positif s'ouvre les portes de familles d'esprits ou de groupements sociaux, où il n'avait pas accès jusqu'à ce jour. Cette différence d'attitude avec le collectivisme si maigre de la France s'est le mieux accusée au congrès international de Zurich sur lequel le socialisme allemand a imprimé sa griffe de lion, et l'absentia niaise et impuissante du parti français qui a caché son philosphisme enfantin derrière sa fin de non-recevoir... L'avenir dira qui aura raison : présentement, le recul du socialisme français et la marche ascendante du parti de M. Bebel symbolisent assez la fécondité des deux méthodes.

Les chefs du congrès de Hambourg se sont battus avec une brutalité toute teutonique autour d'un point spécial. Faut-il ou ne faut-il pas prendre part aux élections du *Landtag* prussien ? Les uns maintenaient le *non possumus* de la première heure, pour des raisons dont la valeur est réelle, si elle n'est pas indiscutable. Ils présumaient que laisser les partis bourgeois s'entre-déchirer, ce serait hâter les jours du triomphe. Si, au contraire, les socialistes descendaient dans le champ clos, les partis libéraux profiteraient de cette innovation et comme les groupes intermédiaires sont les représentants et les défenseurs irréductibles de l'ordre social actuel, et que les hobereaux deviennent, au contraire, de plus en plus inoffensifs ce serait nuire aux intérêts des travailleurs. Les autres, par contre, marquaient avec éloquence l'impérieux besoin de s'engager dans la lutte, pour les motifs, dont j'ai indiqués plus haut le relief. Les tacticiens du congrès ont trouvé une formule intermédiaire : on prendrait part au vote, mais on répudierait tout compromis

avec les partis bourgeois. Au fond, c'est la victoire des partisans de la « novation. » La marche en avant triomphe sur tous les points. Gagner de nouvelles recrues ; faire de bonnes élections ; arracher au Gouvernement les armes dont il dispose ; faire avorter, avant qu'elle soit créée, la politique de concentration nationale contre la révolution et le cosmopolitisme essayer de vaincre la réaction, friande de coup d'Etat : tel est le nouveau programme du socialisme allemand.

Cette évolution, vous le voyez, a une triple importance. Elle est un barrage au flot réactionnaire ; elle devient un danger pour le Centre. Saturé dans le pays protestant, où il obtenait son maximum d'expansion, il va opérer dans les régions catholiques, où malheureusement les paysans et les ouvriers se plaignent de ce qu'ils appellent l'opportunisme impérialiste du parti officiel. Enfin, la transformation allemande du socialisme va avoir son contre-coup dans tous les pays, et notamment en Belgique, en Autriche, en Suisse et en Italie, où les écoles démocratiques ne sont que des succursales de la grande Maison germanique. Il y a là donc un triple avertissement et un triple danger. Tous nous devons entrer résolument dans la voie des grandes réformes sociales, car, devant cet assagissement machiavélique et sagace du « quatrième Etat », rester assis aux portes du passé sans évoluer, c'est livrer l'avenir aux nouveaux barbares. *Res nos Ira agitur.*

(Époque).

meubles lambrèques pour qui  
ois francs cinquante par jour sont  
le bout du monde. Bref, ils ne seront  
contents que lorsqu'ils auront dé-  
voyé, appauvri, acculé et empri-  
sonné dans des impasses tous les  
Français assez naïfs pour prêter  
l'oreille à leurs théories, — lesquel-  
les n'enrichissent, parmi les profes-  
sionnels de carrières libérales, que  
ceux qui emploient précisément leur  
littérature à cette œuvre antisociale  
de perversion et de destruction.

On a dit au laboureur : Quitte ta  
charrue, pâlis sur les livres, deviens  
savant, aie de l'ambition. Quand  
l'ambitieux dit : « Me voilà ! je suis  
prêt ! » on lui montre, avec une ironie  
pitie, la longue queue au bout  
de laquelle il doit prendre rang pour  
attendre. Mais, pendant des années,  
chacun de ces martyrs du déclasse-  
ment aura payé un sou par jour  
pour s'enivrer d'affolantes chi-  
mères. C'était l'essentiel.

## A PROPOS DE GRÈVES

Voilà longtemps déjà que dure la  
grève des ateliers de construction an-  
nais ; il est difficile de prévoir la fin de  
cette crise. On avait espéré ces jours  
derniers pouvoir aboutir à une

resigne à l'inaction : il se résigne de jour  
en jour davantage, et pour ne pas courir  
les risques résultant de ces à-coups im-  
prévus, de ces charges chaque jour gran-  
dissantes, il se réfugie dans les caisses  
d'épargne et dans les fonds publics. Les  
badauds vont s'écriant : Voyez quelle  
prospérité nous avons en France, par  
exemple ; trois milliards et demie dans  
les caisses d'épargne, le 3 0/0 plus qu'au  
pair ! ce langage doit nous faire  
lever les épaules. La vérité serait de  
dire : — Voyez qu'elle inactivité ! aucune  
entreprise par actions ne se fonde, au-  
cune entreprise nouvelle ne prospère  
plus.

Et voulez-vous des preuves à l'appui  
de ce que nous disons-là. Prenez les  
trois catégories nouvelles d'entreprises  
d'utilité générale ayant surgi depuis les  
quinze ou vingt dernières années ; les  
tramways, l'éclairage électrique, les so-  
ciétés immobilières : consultez les sta-  
tistiques, établissez les chiffres de pro-  
duit, comparez les intérêts payés et les  
capitaux engagés, nommez les sociétés  
qui ont fait faillite, ou ont été obligées  
de liquider, et voyez les tristes résul-  
tats obtenus. C'est tout simplement ef-  
frayant.

Et ce que nous constatons pour les so-  
ciétés par actions, pour les grandes en-  
treprises accessibles seulement aux ca-  
pitales associés, dont nous avons parlé  
tout d'abord, parce qu'il semblait que  
ces grosses affaires devaient offrir plus  
de chances de succès, plus de résistance  
que les entreprises particulières est hé-  
las encore bien plus vrai — naturelle-  
ment — pour les industries privées et  
pour les essais tentés soit par un seul  
homme, soit par des sociétés à capital  
limité.

Arrêtez au hasard n'importe lequel  
des négociants, des industriels que vous  
rencontrerez, interrogez-le ; question-  
nez-le sur ce qu'il pense de la situa-  
tion actuelle ; demandez-lui s'il prévoit  
un avenir meilleur. Vous verrez ce qu'il  
vous répondra, si c'est un homme sé-  
rieux, s'il n'appartient pas à la catégorie  
des faiseurs et des puffistes ; si vous

et autres partis réactionnaires, ils consti-  
tuent la majorité. Veclaquelle le comte  
Badeni se voit obligé de compter pour  
faire voter le budget et le compromis  
provisoire avec la Hongrie.

Grâce à cet état de choses, à ce chaos  
de prétentions opposées, le centre de  
gravité politique de la monarchie austro-  
hongroise tend à se déplacer.

Autrefois, François-Joseph gouver-  
nait, de Vienne, son royaume de Hong-  
rie ; pour peu que la situation actuelle  
se prolonge à Vienne, le roi de Hongrie  
gouvernera, de Budapest, l'empire d'Au-  
triche.

C'est en effet, la Hongrie qui semble  
aujourd'hui primer sa voisine cislei-  
thane : Budapest réclame, Budapest est  
en voie d'acquiescer la situation d'hon-  
neur et d'influence que Vienne détenait  
depuis des siècles.

L'année dernière, à l'occasion des fê-  
tes du millénaire hongrois, les res-  
présentants de toutes les puissances al-  
lèrent saluer François-Joseph dans son  
palais de Budapest.

Cette année, des visites impériales et  
royales ont été rendues à la nation hon-  
groise dans la personne de son sou-  
verain.

Ces hommages extérieurs ne font que  
mettre en lumière les réalités de la poli-  
tique générale.

Le ministère hongrois, qui est un mi-  
nistère parlementaire, exerce une in-  
fluence prépondérante sur la politique  
extérieure du Cabinet de Vienne, ce qui  
s'explique par ce fait que les partis du  
Reichsrath de Vienne se préoccupent  
plus de leurs intérêts égoïstes, mes-  
quins et ambitieux, que des affaires de  
l'Etat autrichien.

Au Parlement de Budapest, les partis  
les plus opposés se groupent et s'unis-  
sent dans un bel élan d'amour de la pa-  
trie hongroise. Ces jours derniers, on a  
vu un frappant exemple de cette ardeur  
patriotique.

Pour témoigner la satisfaction que  
lui ont causée les nombreuses démon-  
strations loyalistes dont il a été l'objet  
dans ces derniers temps, François-  
Joseph vient d'ordonner d'élever, aux

chande ainsi que notre commerce végétent  
en comparaison de l'essor prodigieux constaté  
chez nos rivaux.

Que nous sommes dans un état d'infériorité  
déplorable vis-à-vis de nos concurrents  
du nord, qui possèdent dans les ports libres  
de Brême et de Hambourg etc, de vastes  
entrepôts de marchandises.

Que ces ports, sans parler de ceux de Li-  
verpool, d'Amsterdam, d'Anvers, de Gênes  
etc. etc., où les acheteurs du monde entier  
sont attirés par l'assurance d'y trouver  
constamment d'importants approvisionne-  
ments, accaparent le commerce maritime  
de toute l'Europe, et jouissent d'un mouve-  
ment d'affaires très actif au détriment de  
nos villes maritimes.

Qu'il est de notoriété que nos réglemens  
administratifs et douaniers ne se concilient  
plus ni avec les mœurs ni avec les exigen-  
ces du commerce et de la navigation mo-  
derne, et que le régime de l'entrepôt ré-  
l de douane avec ses formalités n'a pas  
donné tous les résultats que l'on en atten-  
dait ;

Que si l'on envisage la prospérité crois-  
sante des ports francs d'Hambourg, de Bré-  
me, de Copenhague, de Gibraltar, il est  
permis de penser que la transformation  
d'une partie ou de la totalité du port du  
Havre en port franc lui redonnerait son  
ancienne splendeur (1).

Qu'on sait en effet, que les ports francs  
sont ceux où les opérations de la récep-  
tion et de l'expédition des marchandises  
sont entièrement libres, ou celles-ci ne sont  
soumises aux droits qu'à la sortie des bar-  
rières terrestres ; où les navires entrent et  
sortent librement sans être assujettis à  
aucune formalité, avantage énorme pour  
la navigation puisqu'en évitant tout contact  
avec la douane, on gagne du temps et par  
conséquent de l'argent ;

Que les résultats de la liberté des ports  
francs sont incontestables et qu'il est cer-  
tain que si le Havre, avec sa position de  
sentinelle avancée de l'Europe occiden-  
tale dans le grand Océan était port franc,  
ce serait l'entrepôt de l'Atlantique ;

Que dans le cas où après de mûres études,  
la réalisation de ce projet aurait été jugée  
réalisable et indispensable à la prospérité

mise à alors proposé d'augmenter ces mi-  
ses mises en congé dans la proportion d'un  
1/2 0/0, ce qui réaliserait une économie  
de 1,200,000 francs.

La commission a décidé que cette pro-  
portion sera de 3/4 0/0, ce qui permettra  
une réduction de dépense de 1,840,000  
francs.

Elle a ensuite rétabli une somme de  
20,000 francs sur le crédit de 31,200 de-  
mandé pour le Musée historique de l'armée,  
crédit qu'elle avait supprimé.

Sur la demande de M. Boudenoot, elle  
vote un crédit de 1,100,000 francs pour les  
champs de manœuvre et de tir et relève  
les chapitres relatifs aux vivres de 3 mil-  
lions.

Le ministre a annoncé d'autre part une  
réduction de 500,000 francs sur le matériel  
de l'artillerie.

Avec ces diverses modifications, le total  
des économies réalisées sur le budget de la  
guerre est ramené à 3,500,000 francs.

## A L'HOTEL DE VILLE

Plusieurs commissions du conseil muni-  
cipal siègent cet après-midi. La 1<sup>re</sup> com-  
mission reprend l'examen de la question de  
la création de lignes d'omnibus, que nous  
avons exposée il y a trois mois. On se rap-  
pelle que de sérieuses divergences d'opi-  
nion existent entre les représentants du  
conseil et la Compagnie des omnibus et  
que les premiers songent à faire concéder  
directement par la Ville de nouvelles li-  
gnes de transports en commun si la Com-  
pagnie se refuse à exécuter le programme  
arrêté par l'assemblée communale.

M. Guvinot, président du conseil d'admi-  
nistration de la Compagnie, doit être en-  
tendu à quatre heures par la 1<sup>re</sup> commis-  
sion.

La 4<sup>e</sup> commission (enseignement, beaux-  
arts) s'occupe de la création d'emplois  
d'instituteurs et d'institutrices, des travaux  
de réparation au musée Carnuschi, etc.

La 5<sup>e</sup> commission (assistance publique),  
sous la présidence de M. Paul Straus, a  
repris la discussion de la réorganisation du  
service médical de nuit.

Enfin, la 6<sup>e</sup> commission (assainissement)  
s'occupe des derniers détails du plan de  
campagne pour la continuation de l'irriga-  
tion des champs d'épandage avec les eaux  
légales.